

Service Protection de l'Environnement  
1304 avenue de Paris  
BP 90286 – Cedex  
50006 SAINT LÔ

SAINT LÔ, le 30/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SOCOPA VIANDES**

Rue du Bocage  
50200 COUTANCES

Références : DDPP50 2022 04152

Code AIOT : 0055000439

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2022 dans l'établissement SOCOPA VIANDES implanté Rue du Bocage 50200 COUTANCES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite intervient dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCOPA VIANDES
- Rue du Bocage 50200 COUTANCES
- Code AIOT : 0055000439
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

#### **Les principaux thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Vérification des dispositifs permettant d'empêcher la fuite des animaux, vérification des modalités d'autosurveillance sur les rejets des effluents, modalités de gestion des matières stercoraires et boues biologiques.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 13/01/2011, article Article 1.4.1.	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 4	/	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 9	/	Sans objet
6	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 14	/	Sans objet
7	Consommation	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 20	/	Sans objet
8	Prélèvement eau (autre)	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 24	/	Sans objet
9	Réseau de canalisation	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 25	/	Sans objet
13	épandage	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 31	/	Sans objet
15	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet	Arrêté Préfectoral du 13/01/2011, article Article 4.3.5.	/	Sans objet
16	Moyens d'analyse et de contrôle	Arrêté Préfectoral du 13/01/2011, article Article 4.3.6.	/	Sans objet
17	Eaux de purge des tours aéroréfrigérantes	Arrêté Préfectoral du 13/01/2011, article Article 4.3.3	/	Sans objet
20	Modalités d'épandage des boues pendant la période de COVID-19	Arrêté Ministériel du 30/04/2020, article Article 1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le bilan de l'inspection est globalement conforme. L'exploitant doit produire un porter à connaissance sur les dernières modifications apportées à l'établissement et dans son fonctionnement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle de l'accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions générales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas accès libre à l'installation. L'ensemble de l'installation, d'où sont susceptibles de s'échapper des animaux, est clôturé et comporte, en tant que de besoin, des dispositifs destinés à empêcher leur fuite hors de l'installation.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> Le site est entièrement clos. Présence d'une barrière canadienne au niveau du portail d'accès au site. Une procédure a été mise en place pour gérer la divagation éventuelle d'animaux à l'intérieur du site. Cette procédure précise les contacts à prévenir dans le cas où un animal parvenait tout de même à s'échapper du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Porter à connaissance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2011, article Article 1.4.1.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications et cessation d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> Les dernières modifications apportées à l'établissement et dans son fonctionnement n'ont pas été portées à la connaissance du service des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Observations :</b> Les modifications apportées au niveau des parking, des bouveries ainsi que les modifications apportées dans le stockage et le traitement des matières stercoraires et déchets produits par la station d'épuration doivent être portés à la connaissance du Préfet.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions générales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont réalisées, entretenues et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.  L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et de la foudre.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Réseau de collecte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.  Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.
<b>Constats :</b> Possibilité de confiner les effluents au niveau du bassin d'orage (R3). Les exutoires R1 et R2 sont équipés d'un dispositif permettant d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie.
<b>Observations :</b> Consigne définissant les modalités de mise en œuvre des dispositifs de rétention des eaux polluées et de traitement de ces eaux polluées à fournir à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Consommation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 20
<b>Thème(s) :</b> Autre, Prélèvement et consommation d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse. Lorsque la réfrigération des carcasses est assurée par immersion, le niveau de consommation ne dépasse pas 10 litres d'eau/kg de carcasse.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> Le niveau de consommation est inférieur aux 6 litres/kg de carcasse en prenant en compte la totalité des eaux consommées sur le site, y compris par les activités de découpe et de transformation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Prélèvement eau (autre)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 24
<b>Thème(s) :</b> Autre, Prélèvement et consommation d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ouvrages de prélèvement d'eau, visés aux articles 22 et 23 ci-dessus, sont munis d'un dispositif de mesure totaliseur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Les résultats, consignés dans un registre éventuellement informatisé, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée définie dans l'arrêté d'autorisation.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Réseau de canalisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> On entend par effluents : <ul style="list-style-type: none"><li>- les eaux résultant de l'activité (process, lavage) ;</li><li>- les eaux vannes (sanitaires).</li></ul> <p>Les canalisations de transport sont adaptées à la nature des effluents qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. L'exploitant identifie les canalisations qui nécessitent un curage régulier, propose un planning de curage et prévoit la filière d'élimination de ces boues de curage.</p> <p>Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant et régulièrement mis à jour. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations est compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p>
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> Le plan complet des réseaux du site à jour sera adressé à l'inspection des installations classées à l'occasion de la transmission du porter à connaissance visé au point de contrôle n°2.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des restrictions définies par la réglementation pour des motifs sanitaires, peuvent faire l'objet d'un épandage sur ou dans les terres agricoles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les effluents, à l'exclusion des eaux-vannes, qui ont subi le prétraitement défini à l'article 26 du présent arrêté dès lors que l'exploitant ne possède pas de station d'épuration ;</li> <li>- les boues produites et récupérées dans les dispositifs épuratoires situés en aval du dégrillage défini à l'article 26 du présent arrêté ;</li> <li>- le lisier, avec ou sans litière, transformé ou non, ainsi que le contenu de l'appareil digestif séparé de l'appareil digestif conformément à la réglementation en vigueur.</li> </ul> <p>Ne peuvent pas faire l'objet d'un épandage les sous-produits de l'abattage non transformés, y compris le sang ainsi que les matières récupérées en amont du prétraitement défini à l'article 26 du présent arrêté. Il s'agit des déchets arrêtés par les siphons de sol grillagés situés dans les locaux de travail, les déchets de dégrillage, les boues de curage des canalisations situées en amont de ce prétraitement ainsi que les résidus bruts de dégraissage susceptibles de colmater les sols.</p> <p>Pour les abattoirs de ruminants, ces matières sont soumises à destruction par incinération ou co-incinération. Dans les autres cas, ces matières peuvent être valorisées dans les installations autorisées conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Les épandages font l'objet d'une étude préalable comprise dans l'étude d'impact et répondent aux dispositions de l'arrêté du 17 août 1998 modifiant l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p>
<b>Constats :</b> Les rapports de suivi agronomique des épandages de boues pour les années 2020 et 2021 ont été transmis à l'inspection des installations classées le 21 septembre 2022.
<p><b>Observations :</b> Depuis 2020, seules les boues biologiques font l'objet d'un épandage. Les matières stercoraires sont intégralement valorisées en unité de méthanisation.</p> <p>Depuis la fin 2021, une partie des boues biologiques est également valorisée en unité de méthanisation après épaissement.</p> <p>Comme prévu par l'article 8.1.5 de l'arrêté n°10-1272-IC du 13 janvier 2011, le rapport de suivi agronomique doit être adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er juin de l'année suivante.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 15 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2011, article Article 4.3.5.				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau				
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet				
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux résiduaires sont traitées par la station d'épuration de l'abattoir après pré-traitement. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu naturel, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :				
	Mois d'août		Reste de l'année	
	Concentration maximale pour 912 m <sup>3</sup> / jour (mg/l)	Flux (kg/j)	Concentration maximale pour 912 m <sup>3</sup> / jour (mg/l)	Flux (kg/j)
Débit	≤ 912 m <sup>3</sup> /j			
MES	35	31,9	35	31,9
DCO	90	82,1	125	114
DBO <sub>5</sub>	25	22,8	25	22,8
NTK	10	9,1	15	13,7
NGL	30	27,4	30	27,4
Pt	1	0,9	2	1,8
Conformément aux dispositions de l'arrêté du 2 février 1998 et de l'arrêté du 30 avril 2004, les normes de rejets présentées pour ces paramètres correspondent à la concentration moyenne mensuelle. La concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne doit pas dépasser le double de ces valeurs limites.				
De façon ponctuelle et dans le cadre d'opérations particulières validées par l'inspection des Installations Classées, le volume de rejet peut être supérieur à la valeur de 912 m <sup>3</sup> /j sans toutefois dépasser la valeur de 1 140 m <sup>3</sup> /j.				
<b>Constats :</b> Conforme				
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite				
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet				

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2011, article Article 4.3.6.																			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau																			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																			
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            La consommation globale d'eau de l'abattoir et des ateliers annexes est relevée quotidiennement par l'exploitant de l'abattoir. Les effluents sont rejetés dans la rivière « la Soulle » après passage dans un canal débitmètre muni d'un matériel d'enregistrement.</p> <p>Dans le cadre de l'auto-surveillance des rejets de la station, la fréquence d'analyses des paramètres retenus se fait selon le tableau ci-dessous :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th><th>Fréquences d'analyses en sortie de station</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>pH</td><td>Journalière</td></tr> <tr> <td>Débit</td><td>Continu</td></tr> <tr> <td>MES</td><td>2 fois / semaine</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>Journalière</td></tr> <tr> <td>DBO<sub>5</sub></td><td>1 fois / semaine</td></tr> <tr> <td>NTK</td><td>Mensuelle</td></tr> <tr> <td>NGL</td><td>Mensuelle</td></tr> <tr> <td>Pt</td><td>Mensuelle</td></tr> </tbody> </table> <p>Les résultats des analyses sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées.</p> <p>Un contrôle bactériologique hebdomadaire des effluents à la sortie de la station d'épuration est effectué. Il porte sur les coliformes totaux, fécaux et streptocoques fécaux dans 100 ml de prélèvement.</p> <p>Un traitement tertiaire des effluents à la charge de l'exploitant peut être prescrit pour le respect de la qualité des eaux de « la Soulle ».</p>		Paramètres	Fréquences d'analyses en sortie de station	pH	Journalière	Débit	Continu	MES	2 fois / semaine	DCO	Journalière	DBO <sub>5</sub>	1 fois / semaine	NTK	Mensuelle	NGL	Mensuelle	Pt	Mensuelle
Paramètres	Fréquences d'analyses en sortie de station																		
pH	Journalière																		
Débit	Continu																		
MES	2 fois / semaine																		
DCO	Journalière																		
DBO <sub>5</sub>	1 fois / semaine																		
NTK	Mensuelle																		
NGL	Mensuelle																		
Pt	Mensuelle																		
<b>Constats :</b> Conforme																			
<b>Observations :</b> Bilan complet des analyses bactériologiques réalisées de 2018 à 2022 (sous la forme d'un tableau excel), à transmettre à l'inspection des installations classées accompagné d'une interprétation et de conclusions quant à la nécessité ou non de poursuivre ce type de suivi.																			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite																			
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet																			

## N° 17 : Eaux de purge des tours aéroréfrigérantes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2011, article Article 4.3.3																	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau																	
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																	
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Afin de limiter le flux hydraulique de la station d'épuration, les eaux de purge des tours aéroréfrigérantes sont acheminées vers le réseau d'eaux pluviales. L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration avant rejet des eaux des tours aéroréfrigérantes dans le milieu naturel du tableau suivant :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th><th>Valeurs limites</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Température</td><td>&lt; 30 ° C</td></tr> <tr> <td>pH</td><td>Entre 5,5 et 9,5</td></tr> <tr> <td>MEST</td><td>100 mg / l si flux &lt; 15 kg / j 35 mg / l si flux &gt; 15 kg / j</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>300 mg / l si flux &lt; 100 kg / j 125 mg / l si flux &gt; 100 kg / j</td></tr> <tr> <td>DBO<sub>5</sub></td><td>100 mg / l si flux &lt; 30 kg / j 35 mg / l si flux &gt; 30 kg / j</td></tr> <tr> <td>Azote</td><td>30 mg / l si flux &gt; 50 kg / j</td></tr> <tr> <td>Phosphore</td><td>10 mg / l si flux &gt; 15 kg / j</td></tr> </tbody> </table> <p>Un contrôle de l'ensemble de ces paramètres est effectué 2 fois par an (par un organisme certifié) et adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations de la Manche.</p>		Paramètres	Valeurs limites	Température	< 30 ° C	pH	Entre 5,5 et 9,5	MEST	100 mg / l si flux < 15 kg / j 35 mg / l si flux > 15 kg / j	DCO	300 mg / l si flux < 100 kg / j 125 mg / l si flux > 100 kg / j	DBO <sub>5</sub>	100 mg / l si flux < 30 kg / j 35 mg / l si flux > 30 kg / j	Azote	30 mg / l si flux > 50 kg / j	Phosphore	10 mg / l si flux > 15 kg / j
Paramètres	Valeurs limites																
Température	< 30 ° C																
pH	Entre 5,5 et 9,5																
MEST	100 mg / l si flux < 15 kg / j 35 mg / l si flux > 15 kg / j																
DCO	300 mg / l si flux < 100 kg / j 125 mg / l si flux > 100 kg / j																
DBO <sub>5</sub>	100 mg / l si flux < 30 kg / j 35 mg / l si flux > 30 kg / j																
Azote	30 mg / l si flux > 50 kg / j																
Phosphore	10 mg / l si flux > 15 kg / j																
<b>Constats :</b> Prescription inadaptée : les eaux de purge des tours aéroréfrigérantes sont acheminées vers le réseau de collecte des eaux usées.																	
<b>Observations :</b> Les dispositions de l'arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent.																	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite																	
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet																	

**N° 20 : Modalités d'épandage des boues pendant la période de COVID-19**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2020, Article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement et rejet des effluents, déchets et sous-produits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux boues dont l'épandage est régi par les articles R. 211-25 et suivants du code l'environnement, ainsi qu'à celles produites par des stations d'épuration d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation recevant des eaux résiduaires domestiques dans une proportion supérieure à 1 %.
<b>Constats :</b> La part d'eaux résiduaires domestiques dans les effluents traités par la station d'épuration du site, étant inférieure à 1 %, les dispositions de la circulaire du MTES du 23 avril 2020 relative à la gestion des boues des stations d'épuration industrielles contenant des eaux vannes s'appliquent.
<b>Observations :</b> Le temps de séjour des boues dans le process est suffisamment important (de l'ordre de 26 jours). Depuis le printemps 2020, les épandages sont réalisés à l'aide de pendillards.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet